

Le 21 décembre 2009

Madame Bev Oda
Ministre de la Coopération internationale

Madame la Ministre,

Je vous écris au nom des 90 membres du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) pour vous faire part de la profonde déception qu'éprouve le secteur à l'annonce du non-renouvellement du financement de KAIROS. Nous voulons tout d'abord souligner que KAIROS, depuis longtemps un membre hautement respecté du CCCI, a été faussement et publiquement taxé d'antisémitisme par un ministre du gouvernement fédéral. En second lieu, malgré les réponses adressées à KAIROS et au Parlement, il s'est avéré que votre décision d'interrompre le financement de cette organisation en tant que partenaire de l'Agence canadienne de développement (ACDI) repose sur une raison purement politique.

Le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney, a faussement accusé KAIROS d'être l'instigateur d'une campagne de boycottage contre Israël, dans le discours prononcé la semaine dernière à Jérusalem lors du Forum mondial contre l'antisémitisme. Or, les documents d'orientation de KAIROS affichés sur son site Web, réfutent explicitement toute allégation de soutien au boycottage d'Israël. En outre, le porte-parole d'une église canadienne a depuis lors souligné que les orientations de KAIROS sont approuvées par les représentants des églises au conseil d'administration de l'organisation et que, de ce fait, le Ministre a accusé les églises canadiennes d'être antisémites. Le fait qu'une accusation si grave, et erronée, contre un membre du CCCI ait été lancée avec une telle insouciance nous plonge dans la consternation.

Par ailleurs, comme vous le savez, le CCCI avait déjà souligné les craintes largement répandues parmi ses nombreux membres que la décision de retirer les fonds à KAIROS relève de considérations partisans et politiques et non de normes établies, lesquelles consistent à dispenser efficacement l'aide et à poursuivre les objectifs stratégiques de l'ACDI énoncés dans la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle.

Malheureusement, le ministre Kenney en confirmant de tels soupçons, a jeté un doute profond sur l'impartialité et l'efficacité des processus d'examen et d'approbation de l'ACDI. KAIROS et ses membres ont déjà fait des déclarations publiques questionnant l'intégrité de la prise de décisions relative à l'aide. Ils font remarquer fort justement que : « beaucoup d'organisations non gouvernementales ont soumis des propositions à l'ACDI qui, depuis quelques mois, ont été transmises à la ministre Bev Oda. D'autres organisations s'apprentent à faire des demandes de fonds. Comment pourront-elles à l'avenir faire confiance au processus décisionnel ? ». (en anglais, dans la déclaration de *KAIROS du 18 décembre 2009*)

L'interruption du financement de KAIROS, les commentaires révélateurs du ministre Kenney sur la norme utilisée et la manipulation d'accusations fausses et diffamatoires contre une organisation membre, tous ces facteurs exigent une prompte action correctrice.

Le travail de KAIROS doit être respecté et non dénigré, et il importe de rétablir le partenariat de longue date entre cette organisation et l'ACDI. De notre point de vue, le gouvernement doit des excuses à KAIROS et aux églises canadiennes, ainsi qu'aux organismes confessionnels qui composent son conseil d'administration. Enfin, des mesures urgentes s'imposent pour regagner la confiance du secteur bénévole du Canada dans la prise de décisions qui s'appuie sur un processus raisonnable et le jugement critique en ce qui concerne l'aide du Canada. Nous sommes résolus à collaborer avec l'ACDI dans ce but.

Sincères salutations,



Gerry Barr
Président directeur général
Conseil canadien pour la coopération internationale



Karen Takacs
Présidente du conseil d'administration
CCCI